



Le dimanche 03 juin 2007

Guerre de Six Jours: un immense coup de dés

Richard Marceau

En 1967, c'était l'année de l'amour, l'année de l'Expo, comme le dit Beau Dommage. C'est aussi l'année du «Vive le Québec libre» de De Gaulle, et du divorce de René Lévesque du Parti libéral du Québec. Au Proche-Orient, c'est l'année d'un événement majeur dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui: la victoire sans équivoque de l'État d'Israël sur ses voisins arabes lors de la Guerre des six jours.

Retour en arrière. À la suite de la guerre de 1956, une force d'interposition de l'ONU est installée dans le Sinaï, entre les forces israéliennes et égyptiennes. C'est l'idée d'un certain Lester B. Pearson, pour laquelle il se verra attribuer le prix Nobel de la Paix en 1957. Grâce à ces Casques bleus, pendant plus de 10 ans, une paix relative tient bon entre l'Égypte, le plus puissant pays arabe, et le petit État juif.

Or, le 16 mai 1967, le président égyptien Gamal Nasser ordonne l'évacuation des Casques bleus du Sinaï. Connaissant pourtant leur importance pour le maintien de la paix, le secrétaire général de l'ONU, le Birman U Thant, acquiesce à la demande, sans s'y opposer. La crédibilité de l'ONU en est gravement entachée, notamment aux yeux des Israéliens.

Ce retrait des Casques bleus est accompagné d'un blocus naval d'Eilat, seul port israélien sur la mer Rouge. En droit international, un tel blocus est un acte de guerre. Le président américain Lyndon B. Johnson tente bien d'organiser une force navale internationale pour défier le blocus égyptien mais, empêtré et préoccupé par la désastreuse aventure américaine au Vietnam, sans l'appui des Français ni des Britanniques, il n'y parviendra pas. Le monde occidental laisse ainsi tomber ses garanties explicites envers Israël.

Pourtant, Israël ne réagit pas encore. Entre le 16 mai et le 5 juin, soit sur une période de trois semaines, il espère que les puissances occidentales, principalement les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, feront respecter le droit international et leurs propres garanties de libre passage dans le détroit de Tiran.

Fait essentiel à noter: ces actions belliqueuses sont entreprises alors qu'Israël n'occupe aucun territoire appelé aujourd'hui «occupé»: ni au Golan ni en Cisjordanie ni au Sinaï. Le conflit ne pris donc pas naissance à cause d'une quelconque «occupation», mais bien d'un rejet de l'idée même d'un État juif au Proche-Orient.

Des menaces inquiétantes

Pendant ce temps, les déclarations des dirigeants arabes, appelant à «jeter les juifs à la mer», se multiplient. Les blessures de l'Holocauste étant encore fraîches - il y a à peine 20 ans qu'il s'est terminé - les Israéliens prennent ces menaces très au sérieux, et en sont tétanisés. Les parcs se remplissent de fosses ouvertes «au cas où». Les craintes sont si grandes et réelles, la pression telle, que Itzhak Rabin, plus tard signataire des accords d'Oslo avec les Palestiniens, alors chef des armées israéliennes, en fait une dépression nerveuse.

Se sentant abandonné par l'ONU, délaissé par l'Occident, Israël ne peut que constater: contre lui se dressent non seulement l'alliance militaire Égypte-Syrie (à laquelle se joint bientôt la Jordanie), mais aussi des troupes marocaines, libyennes, tunisiennes, algériennes, saoudiennes, iraqiennes et soudanaises. Bref, les armées de 100 millions d'Arabes se liguent contre l'État hébreu, qui a une population de trois millions.

Le matin du 5 juin, immense coup de dés: l'aviation israélienne au complet est lancée contre l'aviation égyptienne. En quelques heures, cette dernière n'existe plus. Sans couverture aérienne, l'armée égyptienne n'a aucune chance contre la petite mais très efficace armée israélienne.

La Syrie, moins puissante que son allié égyptien, subit elle aussi une raclée. Le mystère demeure cependant sur l'attitude de la Jordanie. Pressée par Israël de ne pas l'attaquer - Israël en ayant plein les bras avec l'Égypte et la Syrie - la Jordanie passe outre et attaque elle aussi l'État juif. Elle y perdra les territoires qu'elle avait conquis en 1948, soit la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

À quand un OUI?

Ce que la plupart des gens présumant être la cause du conflit israélo-arabe, soit l'occupation israélienne du Golan et de la Cisjordanie, est en fait la conséquence de ce bref et intense conflit. Le dos à la mer, peu peuplé, minuscule enclave juive entourée de pays souhaitant sa destruction, moins de 20 ans après sa fondation, l'État d'Israël, à la surprise du monde entier, gagne une guerre éclair établissant sa supériorité militaire au Proche-Orient.

À l'automne 1967, alors qu'Israël offrait de retourner les territoires conquis, il s'est fait répondre par les

leaders arabes réunis à Khartoum: pas de paix avec Israël, pas de négociations avec Israël, pas de reconnaissance d'Israël.

Depuis, les pays qui ont décidé plutôt de dire oui à la paix ont obtenu ce qu'ils désiraient d'Israël. On peut penser à l'Égypte et à la Jordanie. Quarante ans plus tard, on peut se demander: à quand un OUI à la paix de la part des autres États de la région? À quand un OUI du Hamas? À quand un OUI du Hezbollah? À quand un OUI de l'Iran?

L'auteur, consultant et avocat, a été député fédéral de 1997 à 2006 sous la bannière du Bloc québécois. À cette époque, il a été vice-président du Groupe interparlementaire Canada-Israël.